

# Programme opérationnel Limousin

## **Section 1 Stratégie**

### **1.1.1 bis**

L'Union européenne a souhaité que l'initiative « REACT-EU » contribue à une relance économique verte, numérique et résiliente. Pour répondre à ces défis, Nouvelle-Aquitaine disposera d'une enveloppe globale de 211 millions d'euros en s'appuyant sur un diagnostic socio-économique basé sur les rares données disponibles.

Le choc actuel est 3 fois plus violent que la crise de 2008-2009. En Nouvelle-Aquitaine, la baisse trimestrielle de l'emploi privé était ainsi de -0,57% en moyenne contre -1,54% aujourd'hui. Toutes les zones d'emploi de la région sont touchées négativement. Le nombre de chômeurs a bondi en avril 2020 pour atteindre un pic historique de 372 000 (+27 % sur un mois contre +24 % en France métropolitaine). Fin septembre, ce nombre a reculé de 20 % mais reste néanmoins plus élevé qu'avant la crise (+10 %).

La crise sanitaire en stoppant pendant plusieurs mois l'activité des entreprises des principaux secteurs d'activité de la région (Agroalimentaire, Aéronautique, Bois, Tourisme...), a fragilisé leurs moyens financiers. Certains secteurs comme l'agro-alimentaire ont connu des baisses de chiffre d'affaires importantes (fermeture ou réduction significative de la restauration hors foyer, des rayons à la coupe lors du confinement, des exportations), et un équilibre de gestion déstabilisé (Accroissement de l'endettement, hausse des coûts de certains approvisionnements, intégration des surcoûts liés au COVID). La crise a révélé des points de fragilité de certaines entreprises artisanales, commerces et services. Elles ont donc besoin de se renforcer dans la gestion financière et de se « réinventer » dans les domaines porteurs d'enjeux : la relation clients, le e-commerce et plus globalement la transformation numérique, la performance interne ou encore du capital compétence.

La Nouvelle-Aquitaine dispose d'une économie touristique dynamique et diversifiée, région à la plus forte fréquentation touristique, 1er employeur régional avec 140 000 emplois. Elle attire 28 millions de touristes chaque année. Sur la saison estivale 2020, la Nouvelle-Aquitaine a subi une baisse de fréquentation de plus de 26 % par rapport à l'année précédente. Les professionnels ont constaté une baisse de 30% à 40% de leur chiffre et une trésorerie détériorée pour plus des deux tiers des professionnels. L'emploi touristique au cours du deuxième trimestre 2020 a accusé une baisse de 8,9%.

Pour l'enseignement supérieur et la vie étudiante, la conversion massive au cours en distanciel avec la nécessité d'un équipement et d'une connexion, la perte de revenus des étudiants par la fermeture des secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois étudiants (restauration, culture, tourisme) a creusé les inégalités et renforcé la précarité.

Pour la recherche, la crise a révélé des tendances importantes ou des nouveaux besoins qui se répercuteront sur le contenu des programmes de recherche (nouveaux matériaux répondant aux impératifs d'hygiène, technologies sans contact, big data, transitions écologiques...).

La pandémie a permis de mesurer l'importance de bénéficier d'infrastructures et de services numériques performants pour la résilience des territoires. Par ailleurs, dans le domaine de la formation médicale ou pour les services de transport, de nouveaux services numériques sont attendus pour rendre un meilleur service à l'ère du Covid-19 à l'utilisateur, apprenant ou voyageur.

La crise sanitaire rappelle le lien de causalité entre des modes de consommation et de production qui génèrent une surexploitation des ressources (naturelles, énergétiques et minérales) dans des pays tiers propices au développement puis à la propagation rapide de zoonose. Des écosystèmes riches et en bonne santé limiteront l'apparition de maladies, en maintenant les barrières biologiques, ou leur propagation au niveau local. Cela suppose de privilégier une adaptation au changement climatique, une reconquête de la biodiversité, ainsi qu'une sobriété, une durabilité des approvisionnements et le développement de l'économie circulaire.

### **La relance de l'économie et de l'emploi en s'appuyant sur la prise en compte des enjeux numériques et environnementaux**

Compte tenu des éléments de diagnostic, les interventions de REACT-EU seront concentrées autour des priorités suivantes :

- Le maintien et la création d'emplois en accompagnant les PME du territoire notamment les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire, par le soutien à des actions d'investissement ou par le biais d'instruments financiers avec du FEDER ou par le financement de formations à destination des demandeurs d'emploi avec du FSE,
- La transition numérique des acteurs privés ou publics,
- La santé tant dans son volet recherche qu'opérationnel (soutien aux EHPAD, maison de santé ...etc.),
- Le « Green deal » qui rejoint la démarche régionale Néo-Terra, feuille de route dédiée à la transition énergétique et écologique dont l'objectif est d'accompagner l'effort de transition en termes énergétique, écologique et agricole à l'horizon 2030.
- L'accompagnement des secteurs particulièrement présents en Nouvelle-Aquitaine et qui ont été très largement impactés par la crise sanitaire

Le soutien des projets d'investissements et d'innovation des PME doit permettre prioritairement d'appuyer la compétitivité des entreprises en leur offrant les conditions les plus favorables au développement de leurs activités, et ainsi préserver l'emploi des salariés. Continuer à investir dans leurs moyens de production et leur politique d'innovation permettra également aux PME régionales de sortir plus rapidement de la crise, et pour certains acteurs industriels de rebondir et de préparer l'avenir (diversification de l'activité, nouvelles opportunités. Des actions visant la relocalisation/sécurisation de certaines productions stratégiques seront également soutenues au titre du soutien aux PME.

Une partie prépondérante des crédits REACT-EU sera concentrée sur cette thématique car elle rassemble des projets identifiés et conformes aux contraintes de calendrier. Les filières les plus impactées par la crise seront priorisées.

Mieux faire réussir nos étudiants, d'une génération connectée, mobile, avec d'autres habitudes d'information et de communication est un enjeu sociétal majeur pour notre territoire. Répondre à leurs attentes en matière de formation à distance est aussi un des moyens de réduire les

inégalités sociales en donnant une accessibilité au savoir. L'enjeu est de permettre le soutien massif à la transformation des espaces d'apprentissage pour modifier en profondeur et durablement les usages.

L'ensemble des actions visant à assurer la transition numérique des acteurs privés et publics est pleinement en phase avec les besoins du territoire.

Le développement de modèles animaux est aujourd'hui d'un intérêt crucial dans une phase post-vague où la compréhension des mécanismes cellulaires est essentielle. Il est donc opportun de renforcer le potentiel des animaleries pour accueillir par exemple les équipes travaillant sur les projets COVID.

Le soutien aux actions au titre de la santé permettra de répondre aux besoins identifiés pendant la crise sanitaire, pour notamment certaines populations : les jeunes et les personnes âgées ou d'accès aux services et aux produits de santé. Pour les structures comme les maisons de santé, elles répondent à des stratégies territoriales locales d'accès aux soins dont le manque a été révélé comme criant pendant la pandémie, et contribueront à réduire les difficultés d'accès aux soins d'une partie de la population régionale. Enfin, le soutien apporté aux EHPAD permettra de préparer les établissements aux futures épidémies en améliorant les conditions de séjour et la protection des résidents.

L'impact de la crise sur les entreprises du tourisme sera massif et durable, et nécessite d'accélérer les pratiques plus durables. La clientèle sera plus exigeante sur la qualité des infrastructures et sur l'hygiène au sein des établissements touristiques et autres lieux de loisirs. Ces enjeux d'adaptation et de compétitivité permettront de maintenir voire de développer l'emploi, notamment sur les territoires ruraux où le tourisme demeure parfois le dernier secteur économique créateur de richesses).

La crise sanitaire a changé le contexte global et les besoins en recrutement sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. Le capital humain, constitue le socle sur lequel s'appuyer pour le rebond et la réussite des transformations à engager. A ce titre, la formation professionnelle joue un rôle central dans l'évolution des compétences des actifs.

Ainsi l'impact de la crise sur les filières économiques régionales nécessite d'intégrer de nouvelles priorités sectorielles dans le ciblage de l'offre de formation sur les territoires : à partir de nouveaux diagnostics, l'offre régionale de formation visera au-delà des métiers en tension de recrutement, les secteurs en reconversion confrontés à des besoins nouveaux en compétences et les secteurs d'avenir dont l'importance a été accentuée.

Le parcours d'orientation se situe à l'interface des mondes scolaire, étudiant et économique. Les actions favorisant la lisibilité et l'attractivité des métiers seront soutenues. Il s'agira également de faciliter et sécuriser l'orientation des publics notamment vers des formations en alternance afin d'éviter les ruptures de contrat.

#### 1.1.2 = **Tableau 1** justification du choix de l'OT12 REACT-UE

La Banque de France envisage une baisse du PIB français en 2020 de l'ordre 9%. L'arrêt de l'activité depuis plusieurs mois des principaux secteurs de la région (Agro-alimentaire, Industrie, Aéronautique, Bois, Tourisme...), a fragilisé leurs moyens financiers (baisse du CA et de la trésorerie, forte hausse de l'endettement, frais fixe stables ...).

L'activité touristique a été très touchée avec une baisse de 26 % de fréquentation touristique estivale du fait de la baisse de l'offre et de la fréquentation étrangère. En septembre, on a assisté à une baisse conjuguée du tourisme de loisirs et d'affaires avec une baisse de 30% à 40% de chiffre d'affaires pour ce secteur.

Le choc socio-économique est 3 fois plus violent que la crise de 2008. La baisse trimestrielle de l'emploi privé régional est de -1.54% alors qu'elle était de -0.57%. L'ensemble des zones d'emploi régionales sont touchées négativement. Le nombre de demandeurs d'emplois a subi une hausse de 6% par rapport au niveau d'avant mars 2020.

Enfin, les nouvelles restrictions de fin 2020 et actuelles aggravent la situation des secteurs économiques régionaux.

### **1.2.1 bis**

La mobilisation des crédits européens au titre de l'initiative REACT-UE au titre du Programme Opérationnel Limousin s'élève à : 29 284 116 € réparti comme suit :

- 23 648 669 € au titre du FEDER
- 5 635 448 € au titre du FSE

Ces crédits sont répartis entre un axe opérationnel et un axe d'assistance technique. Ils représentent 16.83% de l'enveloppe totale de ce programme.

L'intervention du FEDER sera concentrée principalement sur le soutien aux PME des secteurs clefs régionaux notamment, afin de favoriser leur rebond et leur compétitivité, mais aussi à l'accompagnement de la transition numérique tant publique que privée, du GREEN DEAL dans ses acceptions énergétique et environnementales, et, enfin, l'appui à des opérations dans les secteurs de la santé et du tourisme.

L'intervention du FSE sera concentrée sur le soutien aux actions de formation des demandeurs d'emploi, à la création d'emplois dans les activités nouvelles générées par la crise notamment, et enfin à l'accompagnement de dispositifs d'orientation, encore plus au cœur du soutien aux jeunes, fortement touchés par les conséquences socio-économiques de la crise de la COVID 19.

## **SECTION 2. AXES PRIORITAIRES**

### **Coche : axe totalement REACT**

#### **2. A Description des axes prioritaires, à l'exclusion de l'assistance technique**

**2. A.1 : Axe 10 - « Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique »,**

**2. A.2 : non applicable**

**2. A 3 : FEDER/ Dépenses totales éligibles**

**2. A 4 .Priorité d'investissement : 12**

## 2. A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

Numéro : 10.1

Titre OS : Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique

L'activité économique des principaux secteurs stoppée, leurs moyens financiers déstabilisés, le secteur du tourisme, important en volume financier et en emploi, durablement impacté, la pandémie a aussi révélé la dépendance au numérique dans le quotidien des citoyens et des entreprises ; comme le lien entre notre environnement et l'usage que nous en faisons.

Le recours au FEDER permettra la relance de l'économie et de l'emploi en s'appuyant sur les enjeux numériques et environnementaux du territoire.

**Tableau 3: Indicateurs de résultat**

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de base	Année de base	Valeur cible (2023)	Source de la donnée	Fréquence de la donnée
IRREACT 01	Nombre d'emplois salariés dans l'industrie, la construction, le tertiaire marchand	nombre	Non applicable	142342	2019	142342	INSEE	Trimestrielle

## 2A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement

### 2. A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires

- a) Au titre de **l'accompagnement des PME**, particulièrement des filières et des territoires les plus fragilisés, afin de favoriser leur maintien et leur développement, les actions soutenues seront :
- Programme d'investissements liés à des projets de modernisation, d'industrialisation, de mutualisation de moyens ou d'implantation de nouvelles activités (investissements matériels, immobiliers, numériques...), notamment dans le cadre du plan « Usine du futur
  - Investissement matériel dans l'accompagnement de solutions technologiques répondant aux exigences nouvelles (utilisation sobre des ressources, performance énergétique et environnementale....)
  - Projet de relocalisation et de réappropriation de savoir-faire (production d'équipements de protection individuelle, médicaments, aéronautique, nanotechnologies, photovoltaïque, activités de transformation du bois-sciages/ finitions, autonomie et résilience alimentaire
  - Investissement de RDI des PME, notamment celles qui participent à des programmes d'innovations portés par les grands groupes ou ETI
  - Projet collectif portés par des filières stratégiques (bois, textile, aéronautique...)
  - Création ou développement de pilotes, ou de démonstrateurs

- Création de Fab-lab ou assimilés, plateforme de transfert de technologie
- Audit stratégique et mission d'intelligence économique
- Actions d'accompagnement à la transformation et restructuration des filières régionales en lien avec le Green Deal (déconstruction/recyclage d'avions, clean aviation, hydrogène, batteries, textile et mode durable, bois...)
- Action d'accompagnement en faveur de la transformation numérique des TPE par un parcours numérique dédié
- Action d'accompagnement de relance/rebond de l'activité des PME/start-up en période de crise, programmes d'accompagnement de rebond
- Action de consolidation et de professionnalisation du réseau d'appui territorial à la création et reprise d'entreprises ; plans d'actions des technopoles et pépinières d'économie territoriale
- Programme d'innovation des start-up accompagnant les transitions climatiques, environnementales et numériques, et contribuant à la relocalisation d'activités stratégiques régionales ; programme d'investissement des start\_up en phase de pré-industrialisation pour accélérer leur enracinement régional
- Soutien aux instruments financiers en faveur des PME et des Start-up

**Types de bénéficiaires :** TPE/PME, associations, structures intermédiaires de l'écosystème (par exemple clusters, organismes consulaires, syndicats professionnels...), collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics...

b) Au titre de **l'enseignement supérieur et de la recherche, et de la formation**, les actions soutenues seront :

- Développement de nouveaux espaces d'apprentissage permettant le distanciel dans les établissements d'enseignement supérieur (travaux d'aménagements, équipements...)
- Soutien aux animaleries des projets de recherche
- Programme de recherche concernant le développement de batteries
- Projet de RDI des centres de recherche publics et privés permettant de répondre notamment aux enjeux sanitaires (biosourcing, matériaux intelligents, textiles techniques, recyclages...)

**Types de bénéficiaires :** établissements de formation, de recherche et d'enseignement supérieur, entreprises, associations, ...

c) Au titre de la **santé**, les actions soutenues seront :

- Amélioration des établissements de santé (EHPAD, etc.) permettant d'assurer une sécurité sanitaire renforcée des personnes âgées et de prévenir les prochaines épidémies
- Création ou amélioration des établissements de formation dédiés aux métiers de la santé
- Création et à l'amélioration de maisons de santé

Pour ces 3 premières actions, le besoin révélé par la crise devra être justifié, elles devront permettre une meilleure prise en charge en cas de crise sanitaire, et participer à une plus grande résilience du territoire concerné. Ces investissements devront s'intégrer dans une stratégie territoriale existante.

- Mise en place du Gérontopôle (création et animation d'un écosystème de collaboration entre les industriels, les professionnels et scientifiques du vieillissement, et les collectivités)
- Mise en place d'une plateforme technologique dans le domaine de la santé (« Centre Technique Innovation/Santé ») dont l'objectif est la relocalisation/sécurisation de production de produits de santé
- Actions de prévention/santé/vaccination

- Investissements et équipements (vaccins, tests, laboratoires, etc.).

**Types de bénéficiaires :** établissements sanitaire et social, collectivités et leurs groupements, associations, établissement public, fondations, PME, ...

d) Au titre de la **transition numérique**, les actions soutenues seront :

- Projet RINA: Financement du Réseau d'Infrastructure Numérique de la Nouvelle-Aquitaine
- Système régional numérique de Transports scolaires et Transports inter urbains
- Développement d'outils, d'équipements, d'infrastructures au bénéfice de l'enseignement et de la formation favorisant l'enseignement à distance (Plan Numérique Educatif / Campus numérique, plateforme « e-noticia », outils de simulation numérique dans le secteur du sanitaire et social....)
- Développement de stratégies numériques, notamment dans les filières touchées par la crise comme la culture, le patrimoine, le tourisme... ; acquisition d'équipements numériques (Plateformes numériques, billetterie dématérialisée, numérisation 2e génération des salles de cinéma, etc...)

**Types de bénéficiaires :** entreprises, associations, collectivités et leurs groupements, établissements d'enseignements et de formation...

e) Au titre du **Green Deal- Transition énergétique et mobilité durable**, les actions soutenues seront :

- Investissement de production d'énergies renouvelables : photovoltaïque, centrale hydro-électrique, géothermie et en priorité pour des projets favorisant l'autoconsommation. Le soutien du FEDER sera modulé selon le degré de maturité de l'énergie.
- Opérations de rénovation énergétique des bâtiments publics et privés
- Trains à batteries : R&D, études écosystèmes, station d'avitaillement et de recharge, catener
- Développement de la mobilité douce (du vélo notamment dans les déplacements du quotidien) en milieu urbain.

**Types de bénéficiaires :** entreprises, associations, collectivités et leurs groupements, établissements d'enseignements et de formation...

f) Au titre du **Green Deal- Transition environnementale**, les actions soutenues seront :

- Végétalisation/renaturation des bâtiments et espaces publics en milieu urbain. Ces projets devront être accompagnés d'un projet pédagogique visant à impliquer les usagers (ex : élèves pour les écoles, etc.).
- Réhabilitation et réaménagement de friches et zones délaissées en milieu urbain ou métropolitain avec une priorité donnée aux interventions basées sur la protection ou la reconstitution des écosystèmes.
- Développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation ;
- Actions permettant de lutter contre le retour au tout jetable plastique notamment pour les équipements de protection individuels (masques, gants...) et les couverts dans la restauration par des actions de sensibilisation, le développement de l'écoconception dans le secteur du textile notamment pour les EPI, le biosourçage ;
- Equipements permettant d'augmenter le taux de recyclage des déchets ménagers et assimilés.

**Types de bénéficiaires :** entreprises, associations, fondations, collectivités et leurs groupements, ...

g) Au titre **du secteur du Tourisme**, les actions soutenues seront :

- Plan de relance/Campagne de « Promotion et Communication » à destination des clientèles françaises et des clientèles européennes,
- Achat et installations d'équipements (hors rénovation et réhabilitation immobilière) dans les infrastructures de tourisme qui s'inscrivent dans une démarche de transition énergétique, écologique et/ou numérique.
- Aménagement des espaces naturels permettant d'orienter les flux des visiteurs et éviter les croisements, ex : Plan Plage

**Types de bénéficiaires :** entreprises, associations, collectivités et leurs groupements,...

***Pour les opérations des points b) à g),** la priorité du soutien du FEDER sera donnée au TPE/PME. L'Autorité de Gestion conserve la possibilité de soutenir des grandes entreprises dans le respect des dispositions réglementaires et légales dans le cas où elles porteraient un projet particulièrement structurant pour le territoire.*

## **2. A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations :**

Les opérations soutenues seront appréciées au regard :

- du lien avec la crise sanitaire de la Covid-19
- de leur impact en termes de rebond, de relance et de résilience des territoires et acteurs concernés
- de leur impact en termes de transition numérique et du Green-Deal

Ces principes directeurs ne sont pas cumulatifs.

## **2. A.6.3 Instruments financiers**

Utilisation prévue des instruments financiers : OUI

Les crédits FEDER pourront venir abonder des outils existants, comme par exemple le fonds Nouvelle-Aquitaine Co investissement (Naco) qui contribue à l'attractivité des capitaux privés depuis sa création en 2016. Il est dédié au renforcement des fonds propres majoritairement par augmentation de capital (actions) au sein des PME régionales et en pari passu avec des investisseurs privés, La stratégie d'investissement se concentre sur des opérations de capital risque (50%) et de développement (50%), pour par exemple des tickets d'investissement compris entre 100 000 € et 1,5 M€. Il s'agira d'augmenter la capacité du fonds à renforcer les fonds propres des entreprises.

Les crédits FEDER pourront également abonder de nouveaux instruments dédiés à la relance. Ainsi, pour les fonds d'investissement dédiés à la relance sur des cibles PME /PMI structurantes pour l'écosystème régional, les tickets d'investissement pourraient atteindre jusqu'à 3 M€ et seraient majoritairement sous forme non dilutive. Les filières les plus impactées par la crise seront priorisées, La période d'investissement sera limitée à 3 ans, Les investissements feront l'objet d'une analyse ESG.



## 2. A.6.4 Grands projets :

Texte : Aucun grand projet n'est envisagé.

### Tableau 5 indicateurs de réalisation

Au regard des types d'actions soutenues, il est observé que les opérations, relevant de la thématique « PME » et celles relevant de la thématique « numérique » représentent 80 % de la maquette financière FEDER hors AT. Il est proposé de retenir les indicateurs de réalisation ci-dessous pour suivre l'objectif spécifique « **Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique** ». L'indicateur CO01 sera commun aux deux thématiques :

Identificateur	Indicateur (nom de l'indicateur)	Unité de mesure	Valeur cible (2023) (facultatif)			Source des données
			M	F	T	
CO01	Nombre d'entreprises soutenues	entreprises			443	MNDA
CO02	Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	entreprises			23	MNDA
CO03	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que les subventions	entreprises			15	MNDA
CO04	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	entreprises			405	MNDA
CV5	valeur des subventions pour la R&D liées au COVID 19	euros			1 418 920	MNDA
CV30	Nombre de services numériques créés ou adaptés en réponse à la crise COVID 19	nombre			10	MNDA
CV60	Valeur des coûts de vaccination (coût total)	euros			425676	MDNA

**2. A.7 FSE : non applicable**

**2. A.8 : non applicable**

## **2. A.9 Catégories d'intervention :**

Tableau 7 : Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire		Titre : Répartition financière par domaine d'intervention	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
ERDF	<i>non applicable</i>	001	6 810 817

Axe prioritaire		Titre : Répartition financière par domaine d'intervention	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
ERDF	<i>non applicable</i>	011	227 027
ERDF	<i>non applicable</i>	012	227 027
ERDF	<i>non applicable</i>	013	454 054
ERDF	<i>non applicable</i>	017	113 514
ERDF	<i>non applicable</i>	048	227 027
ERDF	<i>non applicable</i>	053	227 027
ERDF	<i>non applicable</i>	056	2 270 272
ERDF	<i>non applicable</i>	060	2 270 272
ERDF	<i>non applicable</i>	061	1 135 136
ERDF	<i>non applicable</i>	064	2 270 272
ERDF	<i>non applicable</i>	066	2 270 272
ERDF	<i>non applicable</i>	068	1 135 136
ERDF	<i>non applicable</i>	078	454 054
ERDF	<i>non applicable</i>	079	681 082
ERDF	<i>non applicable</i>	080	454 054
ERDF	<i>non applicable</i>	081	454 054
ERDF	<i>non applicable</i>	089	113 514
ERDF	<i>non applicable</i>	090	227 026
ERDF	<i>non applicable</i>	091	227 027
ERDF	<i>non applicable</i>	093	227 027
ERDF	<i>non applicable</i>	112	227 027

Tableau 8 : Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire		« Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique »,	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
ERDF	<i>non applicable</i>	01. Subvention non remboursable	17 452 722
ERDF	<i>non applicable</i>	03. Soutien par le biais d'instruments financiers: capital-risque et fonds propres ou équivalent	5 250 000

Tableau 9 : Type de territoire :

Axe prioritaire		« Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique »,	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
ERDF	<i>non applicable</i>	07. Sans objet	22 702 722

Tableau 10 : Dimension 4 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire		« Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique »,	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
ERDF	<i>non applicable</i>	07. Sans objet	22 702 722

Tableau 11 : Dimension 6 - Thème secondaire du FSE (FSE et IEJ uniquement) *non applicable*

Axe prioritaire			
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €

## 2. A.10 non applicable

## 2. B Description des axes prioritaires de l'assistance technique

2. B1 : Titre : *Assistance technique FEDER REACT-UE*

2. B.2 Justification *non applicable*

2. B.3 Fonds : *FEDER/ Dépenses totales éligibles-*

2. B.4 Titre de l'OS : *Garantir la mobilisation des crédits REACT-UE*

L'initiative REACT-UE qui abonde le Programme Opérationnel FEDER-FSE représente un défi pour l'Autorité de gestion : sélectionner et payer des nouvelles opérations en moins de 3 ans, tout en menant à bien la fin de gestion des crédits initiaux et la clôture du programme. La mobilisation de crédits d'assistance technique constitue un moyen majeur de réussite de ce défi.

2. B.5 Indicateurs de résultat

Objectif spécifique		Garantir la mobilisation des crédits REACT-UE						
Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IRAT2	Taux de programmation	%	En transition	0	2021	100	AG	Annuelle

2. B. 6.1 Actions à soutenir :

Les actions qui seront soutenues au titre de cet objectif stratégique seront :

- Des actions visant à renforcer les moyens administratifs (humains et matériels) pour la mise en œuvre du programme, comme la rémunération des personnels dédiés, le recours à des prestataires externes pour certaines missions, ou encore la prise en charge des frais de fonctionnement et des coûts techniques des différentes structures impliquées dans la mise en œuvre programme
- Des actions visant la préparation, l'animation interne et externe, la communication, l'évaluation, ou encore la gestion et le suivi du programme
- Des actions visant à appuyer la mise en œuvre et la réalisation des différents types de contrôles des fonds européens.

2. B.6.2 Indicateurs de réalisation

Axe prioritaire	12 Assistance technique FEDER REACT-UE
-----------------	--

Identificateur	Indicateur (nom de l'indicateur)	Unité de mesure	Valeur cible (2023) (facultatif)			Source des données
			M	F	T	
35	Nombre de dossiers instruits	dossiers instruits			45	MNDA

## 2. B.7 Catégories d'intervention

**Tableau 14: Dimension 1 - Domaine d'intervention**

Fonds	Code	Montant en €
FEDER	121. Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	565000
	122. Évaluation et études	235000
	123. Information et communication	145946

**Tableau 15: Dimension 2 - Forme de financement**

Axe prioritaire		12 - Assistance technique FEDER REACT-UE	
Fonds		Code	Montant en €
FEDER		01. Subvention non remboursable	945 947

**Tableau 16: Dimension 3 -Type de territoire**

07. Sans objet

Axe prioritaire		12 - Assistance technique FEDER REACT-UE	
Fonds		Code	Montant en €
FEDER		07. Sans objet	945 947

## Section 3 : Plan de financement

Tableau 17 : cf. Annexe 17

Tableau 18 a : cf. Annexe 18a

**Tableau 18 b IEJ : il ne change pas.**

Tableau 18 c : automatique

**Tableau 19 : pas à modifier**

## Les Sections 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 12 Pas de modification

### Section 7

L'Autorité de gestion a présenté le dispositif REACT-EU au partenariat dès sa parution lors de réunions, de comités de suivis ou d'informations écrites afin de faire remonter des typologies d'opérations que le partenariat jugerait en lien avec la crise. La proposition de modification du programme est soumise à approbation du comité de suivi qui sera informé de sa mise en œuvre et consulté pour toute évolution.

### Section 8 : Coordination entre les fonds

L'autorité de gestion s'est appuyée sur le règlement pour déterminer ce qui relève du FEDER ou du FSE. Entre le PON FSE et le PO régional : les opérations éligibles dans ces 2 programmes au titre de REACT veilleront à respecter les lignes de partage initiales fondées sur les compétences de chacune des autorités de gestion. Les lignes de partage initialement définies entre le FEADER et le FEDER 2014-2020 seront utilisés dans le cadre de REACT-UE et du FEADER relance et Transition.

Entre les axes REACT-UE et le Programme Nouvelle-Aquitaine 21-27 : L'autorité de gestion entend utiliser les crédits REACT-UE pour les actions qui visent à réparer les conséquences de la crise sanitaire et économique et à préparer la reprise. Les crédits FEDER FSE+ 21-27 seront utilisés dans une logique de consolidation des actions menées par REACT.

Enfin, entre les REACT-UE et l'aide du plan de relance nationale cofinancé par les fonds du FRR : il faut noter que l'ANCT, autorité coordinatrice en France des fonds européens, prépare un guide relatif à l'articulation entre les différents fonds (REACT-FRR) (identification des thématiques, proposition de lignes de partage). Ce guide proposera des lignes de partages temporelles, thématiques ou encore géographiques. Pour les thématiques identifiées et identifiables à ce jour à travers ce guide (par ex : recyclage des friches, rénovation énergétique des bâtiments publics et logements sociaux, Territoires d'industrie, numérisation des commerces, recyclage et valorisation des déchets..), l'Autorité de gestion veillera dossier par dossier, à analyser la nature du cofinancement de l'Etat. L'Autorité de gestion recherchera un taux d'intervention maximal afin de limiter le nombre de cofinanceurs publics par dossier et donc le risque de double financement avec la FRR. Des contacts réguliers avec les services de l'Etat en région, dans la mesure où ils seraient identifiés comme les services disposant des informations adéquates, viendront compléter le système.